

Les subsides

• (1720)

M. Caldwell: Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours du député de Prince Albert (M. Hovdebo). Il est l'un des porte-parole des agriculteurs les plus respectés à la Chambre et j'ai parfaitement suivi son raisonnement. Cependant, je ne l'ai guère entendu proposer de solutions au problème ou parler des mesures que son parti prendrait s'il formait le gouvernement. Il a simplement parlé de la gestion de l'offre. C'est apparemment la réponse. Ce système a donné de bons résultats dans bon nombre de secteurs, comme l'aviculture, certains fruits et légumes et l'industrie laitière. Cependant, je me demande comment il compte appliquer le principe de la gestion de l'offre aux céréaliers de l'Ouest qui exportent 65 p. 100 de leur production. Selon lui, faut-il que 65 p. 100 des agriculteurs disparaissent ou que la production diminue de 65 p. 100?

Deuxièmement, le député dit que nous devons pratiquement suivre l'exemple des Américains en consacrant la même somme qu'eux à ce système. Il sait très bien que le Canada est un important producteur de grains et que nous produisons environ 20 p. 100 de la consommation mondiale. Les États-Unis en fournissent 40 p. 100, mais notre population est loin d'atteindre la moitié de la leur pour assurer cette assiette fiscale. Le parti du député estime-t-il que nous devrions effectuer cette dépense en vue d'accroître le déficit ce qui, la plupart du temps, aurait pour effet de dévaluer le dollar et de faire monter les taux d'intérêt? Ou propose-t-il de faire des coupes dans d'autres programmes du gouvernement? Je voudrais savoir tout d'abord où il trouvera cet argent? En outre, croit-il qu'il faut réduire de 65 p. 100 le nombre des agriculteurs ou restreindre de 65 p. 100 la production dans l'Ouest? Qu'en pensent les agriculteurs?

M. Hovdebo: Madame la Présidente, je pensais avoir expliqué assez longuement que c'est exactement ce que nous voulons éviter. Nous ne voulons pas provoquer la disparition de 65 p. 100 des agriculteurs. En réalité, si nous pouvions trouver un moyen de le faire, je pense que les terres disponibles, surtout dans les Prairies, pourraient faire vivre 25 p. 100 d'agriculteurs de plus et que nous pourrions produire suffisamment pour assurer leur subsistance à tous.

Je n'ai jamais dit que nous devons suivre l'exemple des États-Unis. En fait, je ne pense pas que beaucoup d'agriculteurs dans les Prairies, ni même dans la région de l'Ontario d'où vient le député, souhaitent actuellement que nous égalions les États-Unis, même s'il en a été souvent question lors des discussions concernant le paiement d'appoint. Pour le moment, la plupart des agriculteurs se contenteraient largement de l'assurance que tant qu'ils continueront à produire, ils pourront survivre. Ils produiraient ce qui est vendable. Mais s'ils se trompent ou si les cours continuent de descendre, ils veulent quand même produire quelque chose qui assurera leur subsistance. Ils ne veulent pas se retrouver en chômage. Ils ne veulent pas aller vivre de l'assurance-chômage dans une ville quelconque. Ils tiennent à leur exploitation, à leur communauté et à leur mode de vie. Le travail ne leur fait pas peur et ils se contenteront presque du strict minimum pour survivre.

Peut-être que personne n'a la solution à ce problème pour l'instant. Mais les agronomes de l'Ontario ont présenté un plan très bien articulé pour aider l'industrie céréalière. C'est une

proposition qui devrait nous intéresser tous, et néo-démocrates, libéraux et conservateurs ne devraient pas l'étudier séparément. Nous devrions voir ensemble si ce n'est pas finalement la solution recherchée. Ces agronomes assurent que nous devrions savoir combien de grain nous consommons au pays même. Nous avons une bonne idée du volume et du prix des céréales que nous vendons. Notre plus grand souci évidemment, c'est que les cours tombent et que nous n'avons aucun moyen de savoir combien d'argent nous perdrons. Mais si le gouvernement part du principe que la communauté agricole nous est nécessaire, que nous avons besoin de cette production, nous pouvons prendre des mesures en conséquence avec le concours des agriculteurs et des gouvernements concernés.

Tant pis si nous payons plus que maintenant, si c'est le prix de la survie des agriculteurs. Autrement, ces agriculteurs vont quitter leurs terres et nous finirons quand même par payer pour eux car ils ne se trouveront pas d'emploi dans les villes. Nous paierons quand même, mais autrement. Il ne leur faudrait pas tant d'argent que cela pour conserver leur exploitation et c'est tout ce qui les intéresse pour le moment.

M. Caldwell: Madame la Présidente, je me demande si le député de Prince-Albert (M. Hovdebo) a vraiment répondu à ma question, s'il comprend vraiment ce que signifie la gestion de l'offre. Gérer l'offre, c'est produire pour le marché intérieur et faire une croix sur nos exportations. C'est cela, un office de gestion de l'offre, si je ne m'abuse. Je ne vois pas comment le député peut proposer d'accroître la production tout en parlant de gestion de l'offre. Je ne vois pas où il veut en venir. Si nous nous en tenons à une stricte gestion de l'offre en ne produisant que pour le marché intérieur, nous devons réduire nos cultures de 65 p. 100 dans les Prairies.

M. Hovdebo: Le député devrait savoir que l'industrie laitière, probablement notre structure la plus perfectionnée de gestion de l'offre, a différents marchés: d'abord, le marché national du lait, ensuite, le marché du lait de transformation et, enfin, le marché d'exportation. On peut faire la même chose avec n'importe quel des produits dont il est question aujourd'hui.

Même si c'est peut-être la seule possibilité qui s'offre à nous, je ne prétends pas que ce genre de gestion de l'offre réglerait le problème de l'industrie céréalière. Ce que je dis, c'est que nous connaissons les paramètres du marché canadien. Nous avons une bonne idée de ce que nous pouvons vendre. Par exemple, nous savons que, si nous produisons du blé de première qualité, nous en vendrons encore plus. A l'heure actuelle, nous vendons 10 p. 100 de nos céréales aux États-Unis, et ce en dépit de contraintes à l'exportation. Il y a des possibilités, mais nous ne les trouverons pas et elles ne feront pas partie du système de production agricole si nous ne les explorons pas et si nous tous ne les acceptons pas.

A mon sens, dans le secteur agricole, le temps est peut-être venu pour les agriculteurs des trois partis—conservateurs, libéraux et néo-démocrates—et les groupes agricoles de travailler ensemble et de décider que c'est là une façon de survivre.